

QUELQUES ALTERNATIVES AUX PESTICIDES

LE 17 MARS 2011 GAYANÉ ADOURIAN

Documentaire fouillé, "Notre poison quotidien" aurait gagné à évoquer aussi l'évolution de l'histoire de l'agriculture et en particulier la chimie verte qui recourt aux pesticides non-toxiques.

Après *Le Monde selon Monsanto*, Marie-Monique Robin revient en lanceuse d'alerte avec un documentaire efficace, très fouillé et bien ficelé à propos des produits chimiques que nous ingérons malgré nous. *Notre poison quotidien* est cette fois un réquisitoire contre les industriels de la chimie, mais la journaliste pointe aussi les dysfonctionnements au niveau du circuit d'évaluation des différents produits, avant leur autorisation d'utilisation.

Trois thèmes sont abordés dans le documentaire, partant des agriculteurs victimes de maladies et intoxications chroniques liées à l'utilisation des pesticides en passant par les additifs alimentaires pour finir par les perturbateurs endocriniens (dont le bisphénol A). Tout au long du circuit, Marie-Monique Robin se balade d'institution en institution, appuyant ses recherches avec de nombreuses interviews.

La France championne avec 88 000 tonnes sur 140 000

En Europe, la France est le premier utilisateur de pesticides avec une consommation annuelle de 88 000 tonnes sur 140 000 pulvérisées chaque année. En tout, environ 400 molécules (ou principes actifs) sont autorisées actuellement. Petite comparaison : en 1990, 1 000 substances étaient en circulation, d'après Jean-Charles Bocquet, directeur du syndicat de l'industrie des pesticides, l'**UIPP**. Et toute la première partie du documentaire traite des problèmes de l'utilisation massive des pesticides.

Mais en regardant *Notre poison quotidien*, j'ai eu l'impression que l'agriculture n'avait pas évolué depuis 1964, date à laquelle le film *Le pain et le vin de l'an 2000* a été diffusé. Comme le dit très bien Marie-Monique Robin toutes les bonnes questions ont été posées dans ce film des années 60, mais la réalisatrice oublie que l'agriculture a évolué depuis, avec par exemple ce qu'on appelle aujourd'hui **la chimie verte**.



Car parallèlement à toute cette filière, un mouvement autour de pesticides non-toxiques est en marche, illustré par le plan **Ecophyto 2018** : ce plan, mis en place suite au Grenelle de l'environnement, prévoit de réduire de moitié les quantités utilisées d'ici... 2018, « dans la mesure du possible » souligne Antoine Blanchard, ingénieur agronome.

Une autre alternative émerge avec les stimulateurs de défenses naturelles (SDN) : basés sur le même principe que celui du vaccin mais appliqué aux plantes, ils font appel à des connaissances bien établies sur l'immunité des plantes. L'idée consiste à pulvériser une substance qui met en branle les réactions de défense des plantes (souvent une substance naturelle, extraite d'une algue ou d'une bactérie), afin d'immuniser celle-ci — sans être directement toxique pour le ravageur et donc pour l'environnement et l'être humain.

Un certain nombre de produits sont déjà commercialisés en France, en Europe et aux États-Unis et les efforts politiques et économiques vont dans ce sens. Mais Antoine Blanchard indique que leur usage ne se diffuse pas, pour plusieurs raisons. Il souligne :



Ils forment un nouveau paradigme, une nouvelle façon de penser la lutte phytosanitaire qui est compliquée à imposer ; ils sont délicats à manier et ont une efficacité plus variable (selon les tests en vigueur).



De plus, ils sont souvent aux mains des grosses firmes de l'industrie phytosanitaire, qui ne sont pas incitées à les mettre en avant. Jean-Charles Bocquet de l'UIPP confirme :



Les SDN sont moins efficaces que les produits chimiques actuellement utilisés, compliqués à mettre au point et posent quelques problèmes au niveau de leur stabilité.



Pourtant, dans ces pesticides de synthèse, chaque paramètre scientifique – efficacité in vivo et in vitro, métabolisme et devenir in vivo, toxicologie, écotoxicologie... – est connu le plus précisément possible, ce qui n'est pas négligeable. Les SDN sont donc un objet encore à l'étude dont les recherches doivent être favorisées.

D'**autres alternatives** qui sont purement biologiques aux pesticides existent aussi. Celles-ci ont en leur faveur d'être portées par des PME et donc délaissées par les grands groupes, notamment en raison de l'importance des savoir-faire (non brevetables) dans le secteur du biologique. Curieusement (ou pas) Marie-Monique Robin, n'en parle pas du tout dans son film. Elle prône par contre avec force le retour à l'agriculture biologique.

Illustrations FlickrR CC : [arbeer.de](https://www.flickr.com/photos/arbeer.de/), [Leonard John Matthews](https://www.flickr.com/photos/leonardjohnmatthews/)

—

Retrouvez notre **dossier** sur l'enquête de Marie-Monique Robin



Et notre illustration de Une de Elsa Secco en CC (utilisation de l'image de **Dave – aka Emptybelly en CC**)

RAQUEL HADIDA

le 17 mars 2011 - 13:38 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Bonjour,

je ne comprends pas bien la pertinence du lien sur la chimie verte ... De plus vous semblez opposer les alternatives biologiques aux pesticides (thème que Marie-Monique Robin n'a visiblement pas développé) à l'agriculture biologique (thème développé). Or en agriculture biologique, les agriculteurs recourent largement à des techniques de lutte biologique, en recréant un écosystème (hébergeant des prédateurs, etc) ou en utilisant des produits non pétrochimiques. En quoi est-ce antagoniste ?

VOUS AIMEZ



VOUS N'AIMEZ PAS



LUI RÉPONDRE

MARINETTE

le 19 mars 2011 - 7:40 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Je suis toujours frappée par l'exploitation qui est faite des chiffres et l'importance des non dits... Un des gros titres de cette page pointe la France comme championne de l'utilisation des pesticides en Europe. Les chiffres mis en avant ne peuvent être interprétés correctement que s'ils sont rapportés aux surfaces et aux productions agricoles. En effet, au sein de l'Europe, la France dispose de la plus grande surface agricole utilisée -SAU- : plus de 28 millions d'hectares... Si l'utilisation des pesticides est rapportée à l'hectare cultivé, les résultats sont très différents. Voyez ces données d'un rapport du Sénat des années 2000 : cela date un peu, bien sûr, mais garde son intérêt... <http://www.senat.fr/rap/102-21...>

VOUS AIMEZ



VOUS N'AIMEZ PAS



LUI RÉPONDRE